

-

. Politique internationale

- n°170 - Hiver 2021 /

inquiétante turquie

pi n° 170 - Hiver 2021

par **Nora Seni**

Historienne, spécialiste de la Turquie, professeure des universités à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8, ancienne directrice de l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes), fondatrice du site observatoireturquie.fr

« *Libérer l'avenir de ce qui aujourd'hui le défigure* » Walter Benjamin

« Nous n'avons d'autre horizon que l'Europe, nous comptons bâtir notre avenir avec l'Europe. » Prononcés par le président turc le 20 novembre 2020 devant les membres de son parti, ces propos n'ont pas vraiment étonné les commentateurs familiers des volte-face de Recep Tayyip Erdogan. Il y a cependant de quoi être surpris ! N'est-ce pas le même Erdogan qui, tout au long de l'automne 2020, aura déversé son fiel tantôt sur le président français, tantôt sur la chancelière allemande, conseillant à l'un de consulter pour sa santé mentale, accusant l'autre de poursuivre dans la veine nazie ? De fait, ses relations avec ses alliés traditionnels — les États-Unis, l'Otan, l'UE — s'étaient considérablement dégradées depuis le coup d'État militaire avorté de juillet 2016 et, surtout, depuis l'acquisition de batteries de missiles russes S-400.

Une année belliqueuse

Cette orientation anti-occidentale, qui devait devenir l'axe de sa politique étrangère, Erdogan l'avait annoncée un an auparavant, dans son discours du 28 novembre 2019. Il livrait alors son analyse personnelle du retard des pays musulmans par rapport à l'Occident : « Nous avons oublié la tradition qui était la nôtre de nous concerter entre musulmans et avons cherché les solutions à nos problèmes auprès des capitales occidentales. Il est temps que l'*umma* se ressaisisse » (1). Il poursuivait en déclarant qu'il chargeait son proche collaborateur Adnan Tanriverdi de s'atteler à un projet de constitution commune aux pays musulmans et dont la langue, concédait-il, pouvait être l'arabe.

Il faut entendre dans cette déclaration une vraie annonce programmatique. Même si elle n'augure pas la création d'un califat, loin s'en faut, le profil du personnage choisi pour mener à bien cette tâche montre qu'il ne s'agit pas de paroles en l'air. Premier consultant attaché à la présidence jusqu'à novembre 2019, Adnan Tanriverdi est le

fondateur et le président de la société SADAT (2), armée privée qui a opéré en Libye, en Syrie et dans le Haut-Karabagh. Suspectée d'entretenir une milice active sur la scène domestique, la direction de SADAT se justifie sur son site web en précisant que son ambition se limite à développer des coopérations industrielles défensives au sein des pays musulmans afin de les aider à obtenir la place qui leur est due et prévenir leur exploitation par les puissances occidentales (3) .

Novembre 2019 marque le début d'une série inédite. La veille de cette déclaration du 28 novembre, le président turc avait signé avec la Libye un double accord qui redessinaient les contours des zones de juridiction en Méditerranée et donnait à la Turquie l'accès à des espaces maritimes revendiqués par la Grèce et par Chypre. Un second volet de l'accord scellait une « coopération sécuritaire et militaire entre la Turquie et le gouvernement d'union nationale (GNA) de Sarraj reconnu par l'ONU ». Il prévoyait « la formation, le conseil, le transfert d'expérience, la planification et l'appui matériel de la Turquie pour la mise en place d'une force de réaction rapide dotée de pouvoirs de police » (4) . Au mépris de l'embargo imposé par l'ONU, Ankara fournissait quelques semaines plus tard à Tripoli canons, drones et supplétifs recrutés parmi les djihadistes qui s'étaient battus auprès de l'armée turque en Syrie. Ce soutien militaire s'avérera décisif dans la bataille qui permit au GNA de repousser les forces du maréchal Haftar. Le cessez-le-feu entré en vigueur en octobre 2020 ne semble avoir aucunement arrêté le transfert d'équipements militaires de la Turquie vers la Libye (5).

Entre le virage vers une radicalisation de la politique étrangère en novembre 2019 et novembre 2020 — la fin de l'ère Trump —, il y aura eu aussi les violations à répétition des eaux territoriales grecques par des navires de prospection turcs escortés de bâtiments militaires, et cela malgré l'interposition de la chancellerie allemande, malgré les mises en garde de la France qui ira jusqu'à envoyer des Rafale dans la région litigieuse. La Turquie restera sourde aux menaces de sanctions de l'UE, comptant, à raison, sur les divisions entre pays membres à son sujet. Il y aura eu, pourtant, l'épisode du *Courbet*, frégate française en mission pour l'Otan en Méditerranée orientale (6), « illuminée », c'est-à-dire mise en joue par deux frégates lance-missiles turques (7). L'Otan ne soutiendra ni ne reprendra à son compte les protestations françaises. Le rapport demandé par Paris sera enterré.

Le dernier front ouvert cette année se trouve aux confins est de l'Europe. La participation de la Turquie aux côtés de l'Azerbaïdjan à la guerre du Haut-Karabagh (27 septembre-10 novembre 2020) est peut-être l'intervention qui a le plus ému l'opinion européenne, laquelle n'a pu s'empêcher de faire le rapprochement, sans doute inévitable mais pas forcément justifié, avec le génocide arménien.

Aux actions militaires d'Ankara qui ont inquiété les chancelleries européennes s'ajoute, bien entendu, l'incursion militaire turque d'octobre 2019 dans le Nord-Est syrien que venaient de quitter les dernières forces américaines et qui fut un choc au sein de l'Otan.

Libye, Syrie, Haut-Karabagh : jamais dans son histoire récente la Turquie n'a été engagée simultanément dans autant d'opérations militaires, et jamais Ankara n'aura exhibé avec autant d'ostentation son émancipation vis-à-vis de ses alliés occidentaux.

Comment en est-on arrivé là ? Comment la Turquie a-t-elle pu en une quinzaine d'années passer du statut de candidate à l'UE à celui de menace pour l'Europe ?

Le tournant autoritaire

Un bref rappel de l'histoire des relations entre la France, l'Union européenne et la Turquie d'Erdogan s'impose.

Ce n'est pas la première fois qu'en France la Turquie se trouve, tout comme aujourd'hui, au centre de l'attention. Elle l'a déjà été, avec tout autant d'intensité, au moment de sa candidature à l'UE. C'est autour de cette question que s'est clarifiée la vision européenne des différents bords de l'échiquier politique français. En 2002, Recep Tayyip Erdogan, ancien maire d'Istanbul, devient premier ministre du gouvernement AKP (Parti de la justice et du développement) — parti qu'il vient de fonder en 2001. Cette même année, Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, publie dans les colonnes du *Monde* un article dans lequel il conteste l'appartenance de la Turquie à l'Europe. La tempête médiatique qui s'ensuit donne le coup d'envoi à la politisation de la question européenne en France. Entre l'appartenance, la communauté de valeurs ou de projet, quelle identité privilégie-t-on ? Cette question configure le débat (8) . Au cœur de cette rhétorique l'adhésion éventuelle de la Turquie fait figure de critère discriminant. Elle organise la concurrence entre les forces politiques nationales en mars 2004 pendant la campagne pour les élections régionales et, en 2005, lors du référendum sur la Constitution européenne. François Bayrou et Philippe de Villiers structurent leur propos autour du refus de la candidature turque. M. Bayrou défend une Europe fédérale, Villiers, une Europe chrétienne. Philippe de Villiers va jusqu'à déposer le slogan « Non à la Turquie » pour avoir le droit exclusif de l'utiliser. Tous deux insistent sur la communauté culturelle, notion à laquelle ils attribuent des sens différents, et tous deux élaborent leur pensée et leur argumentaire à partir d'un enjeu unique : l'adhésion de la Turquie à l'UE (9) .

La tentation de l'Europe

Le couple Gerhard Schröder-Jacques Chirac aura l'intuition qu'une Turquie solidement arrimée au processus d'adhésion, mieux associée aux destinées européennes, serait perméable aux impératifs imposés par Bruxelles. Ils défendent avec Michel Rocard la candidature turque. Cependant, le bloc européen tient à préciser que le processus engagé ne préjuge pas nécessairement d'une issue positive. Cette clause inédite et inaugurée pour la Turquie fut le premier élément qui ébranla la confiance d'Ankara. D'autant que le gouvernement AKP avait réalisé quelques-unes des réformes fondamentales (comme la suppression de la peine de mort ou l'exclusion de l'armée des institutions politiques) qu'exigeait l'UE. Le démarrage du processus d'adhésion était une source de légitimité pour l'AKP et une garantie qui rassurait l'électorat laïque, libéral, distinct de la base conservatrice de ce parti.

Erdogan avait multiplié les signes d'ouverture culturelle en direction de cet électorat et du monde occidental (10). En 2010, le programme « Istanbul capitale européenne de la culture » communiquait sur l'image d'une ex-capitale profondément européenne, multiculturelle et pluriethnique. Mais l'UE n'était pas la seule à

convaincre. Erdogan devait gagner, en interne, la confiance des élites et des intellectuels afin de rassurer les couches occidentalisées de la société que l'identité musulmane d'un mouvement politique rendait méfiantes. Pour un pays qui avait fait de la laïcité sa marque de fabrique, voir les islamo-conservateurs arriver aux affaires avait surpris. Tout opposait a priori ce parti aux intellectuels dits « libéraux » agnostiques, pro-européens et branchés sur le monde occidental. Leur soutien s'est avéré primordial pour le premier ministre qu'était en 2002 M. Erdogan. Cette alliance informelle se prolongea sur toute une décennie — une alliance fondée sur la détestation d'un ennemi commun : l'armée. Les intellectuels ne se sont pas montrés très regardants quant au caractère raciste du terreau dont sont issus les islamo-conservateurs. La mouvance « Vision Nationale » (*Millî Görüş*) fait, en effet, de l'antisémitisme un étendard (11). Les libéraux espéraient que le mouvement islamo-conservateur deviendrait une force authentiquement démocratique. Mais ils se sont abstenus de lui demander des précisions sur ce qu'il retenait de l'héritage de « Vision Nationale » et s'il en récusait notamment l'antisémitisme.

Toujours est-il que les « libéraux » ont mis longtemps (12) avant de se désolidariser d'Erdogan ; longtemps, aussi, à s'émouvoir de ce que les médias européens insistaient pour nommer ses « dérives », euphémisme qui permettait d'éviter l'usage du terme « dictature ». L'une des raisons de leur complaisance tient à la culpabilité que les intellectuels ont pu nourrir à l'égard de ces provinciaux, religieux pratiquants qui accédaient au pouvoir. Ceux-là n'avaient ni grandi dans les beaux quartiers d'Istanbul ou d'Ankara, ni fréquenté les écoles bilingues. Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan représentait cette majorité restée en marge de la modernité et dédaignée. Une autre raison tient à l'indifférence que l'intelligentsia turque manifeste à l'égard de la Seconde Guerre mondiale et de ses enseignements (13). Ainsi, les signes avant-coureurs d'une dérive destructrice de démocratie ont été décryptés lorsqu'il était déjà trop tard.

La rupture

En 2007, le nouveau couple franco-allemand Sarkozy-Merkel se déclare opposé à l'adhésion de la Turquie. Nicolas Sarkozy exprime sa position sans grands ménagements en dépit des mises en garde de M. Barroso, président de la Commission européenne. Malgré la détérioration des relations franco-turques, Erdogan conserve alors une posture d'homme d'État modéré. Cependant, il ne tarde pas à nommer ministre des Affaires étrangères (2009) son conseiller en relations internationales, l'universitaire Ahmet Davutoglu, partisan d'une intensification des échanges avec les pays musulmans environnants. Cette stratégie baptisée « zéro problème avec les voisins » sera érigée en alternative aux relations avec l'Europe et se métabolisera en volonté de leadership du monde musulman.

Lâché par ses principaux partenaires européens, Erdogan infléchit sa politique intérieure. Il développe une rhétorique polarisante qui dresse les musulmans conservateurs contre la population occidentalisée. Il fabrique du « eux » et du « nous ». Il commence par moquer les habitudes récréatives des laïcs avant de faire campagne contre ces pratiques. Une sociabilité arrosée de lait caillé (*ayran*) avec espaces séparés pour hommes et femmes est donnée en exemple. À ses partisans Erdogan assigne des conduites qui font de l'islam leur identité essentielle. Le cursus éducatif est modifié et autorise l'accès à l'université des diplômés des lycées

religieux. Le nombre de ces derniers augmente de façon exponentielle. Bref, Erdogan entreprend l'islamisation par le bas de la société turque (14). Il impose un nouveau roman national, convoquant les siècles glorieux de l'Empire ottoman et sautant à pieds joints par-dessus l'ère de « l'homme malade de l'Europe » et la période kémaliste pour mieux effacer l'autre identité de la Turquie, laïque et occidentale, pourtant plutôt bien assimilée par une partie considérable de la population.

Erdogan perd le soutien des intellectuels libéraux, des élites, du monde des médias, de la jeunesse éduquée et branchée sur l'international. La rupture est consommée en 2013 lors de la révolte dite de Gezi, un mouvement qui s'apparente plus à Mai 68 qu'au printemps arabe.

Lorsque le conflit syrien éclate en 2011, la Turquie agit d'abord en coordination avec la coalition euro-atlantique contre Bachar al-Assad. Elle accueille trois millions de réfugiés que la guerre pousse vers sa frontière sud. Dans un premier temps, elle essaie de ne pas s'opposer frontalement aux combattants de Daech et autorise le passage clandestin des armements qui leur sont destinés (15).

En ce début de décennie 2010, l'étau se resserre sur les médias et les universités. La théorie de l'évolution disparaît des programmes scolaires. Les journaux libéraux changent de main, de nouveaux organes de presse sont créés par des proches d'Erdogan voués à sa « cause ». Sur les atteintes aux libertés, l'Europe réagit au mieux en exprimant un intérêt contraint. Et, lorsque les critiques se font plus concrètes, Erdogan menace de laisser filer des milliers de réfugiés vers l'Europe.

Aux élections législatives de juin 2015, l'AKP perd pour la première fois la majorité absolue. Erdogan déclare ne souhaiter aucun gouvernement de coalition. Il convoque de nouvelles élections pour le mois de novembre de la même année. Pendant les cinq mois qui séparent les deux scrutins, une flambée de violence dans le Sud-Est anatolien — attentats, bombe dans la capitale, reprise des combats avec le PKK — achève d'inquiéter une population sur ses gardes depuis les répressions qui ont suivi le mouvement Gezi. Un climat délétère s'installe, qui conduit l'opinion à se tourner vers la figure de l'homme fort qu'incarne le président.

C'est ce moment délicat que choisit la chancelière allemande pour venir à Istanbul proposer, au nom de l'UE, un accord sur la rétention des réfugiés sur le sol turc en contrepartie d'une aide financière accrue. Cette visite, le 18 octobre 2015, à deux semaines des élections du 1er novembre, a donné à voir le soutien explicite si ce n'est de l'Europe, du moins de l'Allemagne et de Mme Merkel à Erdogan. La BBC du 19 octobre titrait « *Merkel visit, a gift to Erdogan* » (16). L'écho de cette rencontre, les images d'Angela Merkel assise aux côtés d'Erdogan sous les ors du palais de Yildiz à Istanbul, vaudra à l'AKP d'obtenir les quelques points qui lui manquaient pour reconquérir la majorité absolue au Parlement. Quant à l'Europe, elle se retrouvera otage d'Erdogan, pieds et poings liés lorsqu'il s'agira d'envisager des mesures contre le chef de l'État turc.

En Turquie, le résultat de cette élection ouvrira la voie à un changement de régime. Dès la reconquête par son parti de la majorité absolue, Erdogan ne cessera d'œuvrer pour faire passer la Turquie d'un régime parlementaire à un régime

présidentiel. Il atteindra son objectif en 2017 après l'entrée en vigueur de la réforme constitutionnelle adoptée par référendum. Désormais, le chef de l'État, qui devient chef du gouvernement tout en restant à la tête de son parti, concentre la quasi-totalité du pouvoir exécutif. Il peut nommer douze des quinze membres du Conseil constitutionnel, ainsi que six membres du Conseil des juges et des procureurs (17), les sept autres étant désignés par le Parlement. Le système judiciaire est sous sa coupe.

En 2018, Erdogan aura l'occasion de montrer à l'Occident qu'il met en œuvre ses annonces tapageuses. Début janvier, l'armée turque lance une offensive dans la région syrienne d'Afrin contre les Kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique), alliés des forces de la coalition anti-Daech dirigée par les États-Unis et dont la France fait partie. Ankara considère que le PYD est la branche syrienne du PKK et craint de voir s'installer à sa frontière avec la Syrie un « corridor kurde ». Cette offensive, baptisée « Rameau d'olivier », suivie un an plus tard d'une seconde incursion de l'armée turque « Source de paix » (octobre 2019), contraindra les États-Unis et la coalition internationale anti-Daech à « choisir » la Turquie et à « lâcher » leurs alliés kurdes. Il faut aussi retenir de cette opération qu'elle n'aurait pas été possible sans le consentement de la Russie, maîtresse des airs dans la région. Au mois de février 2018, Erdogan, mécontent de l'insuffisance de l'aide occidentale dans sa guerre contre le régime syrien, met ses menaces à exécution et ouvre les vannes des flux migratoires vers l'Europe. Ankara lève les barrages aux frontières avec la Grèce et la Bulgarie pour laisser passer les immigrés. L'image de plusieurs milliers de migrants tassés à la frontière qu'ils trouvent close côté grec ressuscite le spectre du scénario de 2015 lorsque l'Europe avait connu un afflux massif de réfugiés.

En 2021, avec l'arrivée d'un nouveau président à la Maison-Blanche, les choses pourraient changer. Contrairement à son prédécesseur, Joe Biden semble, en effet, bien décidé à freiner les ambitions de la Turquie et à renforcer les liens de Washington avec l'Europe.

La Turquie d'Erdogan face à l'Amérique de Biden

Le président turc avait cultivé un lien personnel avec Donald Trump qui, à plusieurs reprises, était intervenu pour atténuer la réaction américaine aux provocations turques. Désormais, Ankara est contraint de caler sa politique étrangère sur une ligne Biden-compatible. Ce dernier a eu l'occasion, pendant sa campagne électorale, de se prononcer au sujet d'Erdogan en des termes peu amènes. Lors d'une conférence, le 16 décembre 2019, à son auditoire qui lui demandait s'il était inquiet au sujet du président turc, il confiait : « Je pense que nous devons désormais avoir une approche tout à fait différente (...), que nous pourrions apporter notre soutien aux leaders [de l'opposition] qui existent encore et les renforcer. Non pas par un coup, mais par un processus électoral. En fin de compte la Turquie ne souhaite pas s'appuyer sur la Russie (...). Je suis très inquiet au sujet de nos bases aériennes et de leur accès. Et je pense que nous devons nous réunir avec nos alliés de la région et voir comment isoler son action dans la région, en particulier en Méditerranée orientale. (...) En tout cas, la réponse à votre question est oui, je suis inquiet » (18).

Le président turc aura donc affaire à ce partenaire-là. « Erdogan a parié sur la victoire de Trump et il est dévasté de voir que Biden a gagné », analysait l'ancien député Aykan Erdemir, membre de la Fondation pour la défense des démocraties, soulignant qu'il a fallu attendre le 10 novembre pour que le dirigeant turc adresse un message de félicitations au vainqueur. Et d'ajouter : « Le président turc est consterné de ne plus pouvoir entretenir des relations personnelles avec son homologue américain, ce qui lui avait valu l'impunité sur une multitude de sujets » (19).

Si Joe Biden demeure fidèle à sa rhétorique préélectorale, il n'hésitera pas à sanctionner la Turquie pour toute une série de provocations, à commencer par l'achat du système de missile S-400 à la Russie ou le contournement de l'embargo imposé au pétrole de l'Iran au moyen de la stratégie « pétrole contre or » (20). La composition de son équipe, avec Anthony Blinken au poste de secrétaire d'État et Jake Sullivan à celui de conseiller à la sécurité nationale, laisse en tout cas présager une position plus intransigeante. Anthony Blinken est un diplomate chevronné qui connaît bien la Turquie. En tant que secrétaire d'État-adjoint sous Obama (21), il a accompagné le vice-président Biden à Ankara en août 2016, un mois après la tentative de coup d'État, où ils ont réaffirmé l'engagement des États-Unis envers leur allié. Ce qui ne l'a pas empêché par la suite de critiquer la politique de Donald Trump en Syrie, lorsque celui-ci a pris le parti d'Ankara et abandonné les Kurdes à leur sort. Blinken poussera certainement les États-Unis à affirmer plus fortement leurs intérêts dans leurs relations avec les responsables turcs.

Jake Sullivan a, lui aussi, servi dans l'administration Obama. Il a officié en tant que conseiller à la sécurité nationale du vice-président Biden. Dans un article de 2018 au titre éloquent « *Turkey is out of control. Time for the U.S. to say so* » co-signé avec Eric Edelman, ancien ambassadeur américain à Ankara, Sullivan déplore la tendance des États-Unis à traiter la Turquie avec trop de ménagement. « Erdogan en a conclu », écrivent-ils « que Washington considère sa relation avec Ankara comme trop importante pour être remise en cause. Et cela n'a fait que renforcer son goût pour le risque et accroître la probabilité d'un conflit » (22). Sullivan préconisera très probablement « d'agiter la menace de sanctions multisectorielles afin de décourager toute nouvelle agression contre les intérêts américains » (23).

Normaliser les relations avec les capitales européennes sera un des objectifs de cette nouvelle équipe. On peut s'attendre à ce qu'Ankara soit contraint, par ricochet, à amender ses relations avec l'Union européenne. Cengiz Candar, célèbre journaliste turc, spécialiste des relations internationales, qui vit aujourd'hui en exil, déclarait lors d'une conférence en ligne : « La nouvelle administration américaine est incompatible avec la Turquie d'Erdogan » (24). « On pense à raison que le pragmatisme et l'instinct de survie d'Erdogan sont illimités, qu'il ne s'embarrasse pas de principes qui entravent ses initiatives. Mais, désormais, sa marge de manœuvre est très restreinte » (25). Candar faisait référence au MHP, parti nationaliste d'extrême droite alliée du pouvoir, qui fait obstacle aux velléités de reconfiguration politique du président turc.

Nouvelle donne en interne

La démission début novembre 2020 du ministre turc des Finances Berat Albayrak, gendre du président Erdogan, peut être considérée comme la première manifestation

de l'effet Biden. Une partie du portefeuille de M. Albayrak consistait à gérer les relations avec la Maison-Blanche grâce à l'amitié qui le liait à la fille du président Trump, Ivanka Trump, ainsi qu'à son mari, Jared Kushner.

Albayrak laisse une économie en ruine et une monnaie en chute libre. Les investissements étrangers directs en provenance d'Europe ont chuté de 16 à 7 milliards d'euros entre 2007 et 2019 (26). Réputé pour sa corruption, l'homme est accusé par l'opposition turque d'avoir joué un rôle majeur dans la vente de pétrole par Daech via la Turquie. Son successeur Lütü Elvan est député de l'AKP depuis 2015. Il semble plus Biden-compatible que son prédécesseur. Sa légitimité n'est pas assise sur ses liens familiaux avec le président mais sur une solide formation dans l'une des meilleures universités turques et à l'Université du Delaware aux États-Unis. Discret, relativement peu connu, il doit à ses compétences techniques la confiance que l'opinion lui accorde.

Une réforme économique et une réforme du système judiciaire ont été annoncées en marge du remaniement ministériel. Selon les médias turcs, il était aussi question de relâcher deux prisonniers maintenus en détention contre l'avis de la Cour européenne des droits de l'homme : Osman Kavala, homme d'affaires, philanthrope de gauche, et Selahattin Demirtaş, chef charismatique du HDP, parti pro-kurde. Mais la perspective de cette libération n'ayant pas eu l'heur de plaire au parti d'extrême droite MHP, Erdogan s'empressa de démentir les rumeurs qu'il avait lui-même alimentées. Il faut voir dans cet épisode un exemple des freins qui s'opposent au recalibrage de la politique turque au seuil de l'ère Biden. Le MHP, auquel l'AKP s'est associé pour gagner les élections, est craint pour avoir, dans un passé récent, fomenté assassinats et actions violentes. Ce parti est l'incubateur du mouvement des « Loups gris », des extrémistes violents, racistes, qui faisaient le coup de poing sur les campus dans les années 1980 contre des militants de gauche et des minorités. Leurs organisations qui ont essaimé en Europe ont été interdites en novembre 2020 en France et en Allemagne.

La stratégie de la crise permanente

La question demeure : faut-il prendre au sérieux les menaces d'Erdogan ?

Pour y répondre, il suffit de suivre les méandres de son *modus operandi*. Dans un premier temps, il ouvre la partition par l'annonce d'un projet qui semble extravagant et bouscule l'opinion (aussi bien nationale qu'internationale). Ce projet semble si « gros » qu'il est d'abord perçu comme irréalisable et que personne ne prend la peine d'y répliquer. Dans un second temps, en l'absence de réaction, Erdogan avance dans la voie qu'il a tracée. C'est alors que la crise survient. C'est bien ce moment que vise Erdogan. Susciter des crises est au cœur même de sa stratégie. Certes, elles sont nourries par l'*hubris* et l'esprit de revanche, mais elles ont aussi une autre fonction : elles occupent l'espace, « habituent », « familiarisent » l'opinion intérieure, les chancelleries, les institutions internationales, avec la démesure de ses ambitions et son style cassant. Elles ont pour objet d'imposer la présence d'Ankara autour des tables de négociation régionales ou internationales. Il semble souvent que le but d'Erdogan soit autant de créer l'événement et de susciter l'embarras, voire le scandale, que d'atteindre l'objectif affiché.

Prenons la crise en Méditerranée orientale. Quel est l'enjeu qui mobilise en priorité Ankara ? Est-ce la découverte de gisements de gaz dont les retombées sur l'économie turque mettront une dizaine d'années à se faire sentir ? Ou bien veut-il déclarer caduque la délimitation des eaux territoriales héritée du traité de Lausanne ? (27) Ce traité — il est important de le souligner — réduit à la portion congrue la part de la Turquie en mer Égée et en Méditerranée. En 1923, cette limitation fut acceptée par l'État turc naissant car elle faisait partie des accords sanctionnant la fin de la guerre d'indépendance (1919-1920). Aujourd'hui, elle est remise en cause par les tenants de la doctrine dite de la « Patrie bleue ». Celle-ci émane d'un groupe d'officiers anti-atlantistes, laïques, ultranationalistes et eurasistes. « Au départ il s'agit d'un concept aux contours flous qui renvoie essentiellement à une défense plus active des intérêts maritimes de la Turquie, de la souveraineté turque sur les eaux égéennes et méditerranéennes, à une éventuelle extension de sa zone économique exclusive (ZEE) et, plus généralement, à une volonté de mettre l'accent sur la puissance navale considérée comme un élément clé des enjeux stratégiques régionaux » (28). Énoncé pour la première fois en 2006, c'est à partir de 2015 seulement que le régime d'Erdogan se l'approprie. La rhétorique victimaire et anti-occidentaliste des défenseurs de la Patrie bleue convenait particulièrement à l'« humeur » d'Erdogan dans l'après-coup d'État de juillet 2016. Cette doctrine a eu pour effet d'accentuer l'isolement diplomatique d'Ankara sans aucun résultat concret et de rendre encore plus difficile l'ouverture d'éventuelles négociations (29).

Une chose est sûre : Erdogan n'aura pas les mains libres pour se désengager de cette alliance avec les ultranationalistes eurasistes si le besoin s'en faisait sentir. Ne reculant devant aucune méthode, y compris les plus violentes, ceux-ci disposent d'un pouvoir de dissuasion inversement proportionnel au petit nombre de leurs sympathisants.

Conquêtes territoriales

Dans les territoires où elle prend pied, la Turquie opère des transferts de populations qui s'apparentent à une politique de peuplement. C'est ce qu'elle fait dans les districts évacués par l'Arménie dans le cadre du cessez-le-feu conclu le 10 novembre au Haut-Karabakh. Selon *Intelligence Online*, le service de renseignement turc MIT donne ordre à ses combattants privés syriens de s'y installer (30). La même opération se répète en Syrie du Nord-Ouest dans les territoires pris aux forces kurdes du YPG. En septembre 2019, Ankara avait présenté un plan d'aménagement sur la ceinture territoriale qui s'enfonce de 30 kilomètres au sud de la frontière turco-syrienne où elle a établi son contrôle. Le président turc a exposé ce plan à Washington, le présentant comme une solution à la question des réfugiés syriens. Cent-quarante villages et dix centres pour 5 000 à 30 000 habitants seraient construits par les Turcs dans cette bande baptisée « zone de sécurité » afin d'accueillir une partie des trois millions de réfugiés syriens installés en Turquie depuis le début du conflit (31). En Chypre du Nord, Ankara a favorisé l'implantation de quelque 120 000 Turcs originaires d'Anatolie. Aujourd'hui, la population civile venue de Turquie y est deux fois plus nombreuse que les autochtones. Cet aspect de l'expansion turque évoque pour l'historien la politique ottomane de conquête et de gestion territoriale dans laquelle les transferts de populations ont joué un rôle important.

L'absence des grandes puissances dans la région — les États-Unis de Donald Trump ont limité leur engagement à l'étranger, tandis que l'Union européenne n'a pas de diplomatie commune — a permis à l'expansionnisme turc de prospérer. Les crises qui en ont résulté ont parfois dégénéré en conflits ouverts, comme en Libye, en Syrie et dans le Haut-Karabagh. Un autre élément a contribué à laisser libre cours aux appétits du président turc : la politique de Moscou. Bien que leurs supplétifs respectifs s'opposent en Libye et en Syrie, aucun des déploiements turcs de ces dernières années n'aurait été possible sans le consentement tacite de la Russie. C'est elle qui a permis notamment aux troupes turques de participer au maintien du cessez-le-feu dans le Haut-Karabagh.

Conclusion

Si Ankara a mis plusieurs jours avant de féliciter Joe Biden pour sa victoire à l'élection présidentielle, Erdogan semble tout à fait conscient qu'il lui faudra changer de cap en matière de politique internationale. L'ampleur du changement sera fonction des nouveaux rapports de force et de l'application éventuelle des sanctions jusque-là empêchées par Donald Trump. En attendant, Erdogan signifie à Washington qu'il prend acte de la nécessaire reconfiguration en déclarant sa fidélité — sincère ou feinte — au projet européen : « Nous n'avons d'autre horizon que l'Europe. » De leur côté, les Européens, réunis en sommet les 9 et 10 décembre, n'ont décidé quasiment aucune sanction à l'encontre de la Turquie. Dans la déclaration de clôture, il est clairement dit que l'UE attendrait que se dessinent les orientations de l'ère Biden pour prendre des décisions en coordination avec Washington.

Au moment même où, à Bruxelles, les Vingt-Sept se perdaient en querelles byzantines, et comme une facétie dont l'Histoire a le secret, Recep Tayyip Erdogan assistait à Bakou, aux côtés d'Ilham Aliev, à une parade militaire dont la chorégraphie empruntait aux défilés de l'ère soviétique. Sous les drapeaux turc et azerbaïdjanais on pouvait lire la légende « Deux États, un seul peuple », le slogan du mouvement panturquiste. Cette idéologie avait séduit au début du XXe siècle des Jeunes Turcs dont un certain Enver Pacha, un des trois officiers responsables du génocide arménien. Dans son vibrant discours retransmis en Turquie, Erdogan n'a pas manqué de saluer sa mémoire. Un soufflet aux Arméniens et un pied de nez à l'Europe.

Ce que l'UE ne semble pas pouvoir intégrer dans ses débats concernant la Turquie, c'est la variable « temps ». Or celle-ci joue en faveur d'Erdogan. La Turquie d'aujourd'hui possède bien plus d'« arguments » contribuant à sa force de négociation avec l'Europe qu'en 2015. L'accord sur les migrants (2016), la consolidation de la présence turque dans le nord de la Syrie (2019), le rapprochement avec la Libye de Fayeze al-Sarraj et l'Azerbaïdjan, sans parler du nouveau gouvernement de Chypre du Nord féal d'Erdogan ont accru considérablement sa puissance régionale.

Cependant la pression s'intensifie. Avec l'élection de Joe Biden, la probabilité d'un consensus au sein de l'UE en faveur de sanctions devrait augmenter. Même un fidèle de Donald Trump, le secrétaire d'État américain Marc Pompeo, aura surpris tout le monde en critiquant sévèrement Ankara lors d'une réunion ministérielle de

l'Otan à huis clos le 2 décembre (32) . La France est déjà moins isolée au sein de l'Alliance. Un soutien qui conforte sa position vis-à-vis de l'UE dont elle espère une réaction plus ferme. S'il est probable qu'on assistera dans les mois qui viennent à un recadrage de la Turquie sur le terrain diplomatique et militaire, il n'y a en revanche rien à espérer sur le plan intérieur. Dans ce domaine, l'alliance avec le parti d'extrême droite rend impossible toute éventuelle évolution qui permettrait à la société civile turque de réémerger. L'autre obstacle étant l'*hubris* de Recep Tayyip Erdogan lui-même...

.....

(1) <http://www.youtube.com/watch?v=uQhBw3VKGWU>

(2) <http://sadat.com.tr/tr/hakkimizda/neden-sadat-ulusararasi-savunma-danismanlik-.html> À l'instar de l'ancien officier du renseignement militaire qui dirige le groupe paramilitaire russe Wagner, Adnan Tanriverdi est un militaire à la retraite. Avec 23 autres officiers il a fondé en 2012 cette société privée, la seule en Turquie à offrir des formations et un service de conseil aux armées et aux polices étrangères. Il est issu des anciennes forces spéciales de l'armée turque (Özel Harp Dairesi), unité clandestine de l'Otan. Cela ne l'empêche pas d'être hostile à l'Alliance atlantique.

(3) <http://sadat.com.tr/tr/hakkimizda/neden-sadat-ulusararasi-savunma-danismanlik-.html>

(4) Le Monde, 21 décembre 2019. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/21/accord-entre-ankara-et-tripoli-pour-l-envoi-de-forces-turques-en-libye_6023714_3212.html

(5) Le porte-conteneurs turc Roseline A aurait fait au moins huit fois la navette cette année entre le port turc d'Ambarli et les ports libyens de Misrata, Khoms ou Tripoli. Il « avait été placé sur la liste 'rouge' des bateaux suspects ». Selon le journal allemand Der Spiegel, « des analystes de la mission européenne Irini ont découvert sur des images satellites que, lors d'un précédent séjour à Misrata, le navire avait déchargé des véhicules militaires blindés. En novembre, quand dans le port turc d'Ambarli des images de surveillance révèlent que des marchandises suspectes sont ramenées à bord du Roseline A, le doute n'est plus permis ». Nicolas Gros-Verheyde, « Trafic d'armes vers la Libye. De forts soupçons sur le porte-conteneurs turc Rosaline A », B2 Le Blog de l'Europe géopolitique. 20 novembre 2020, <https://www.bruuxelles2.eu/2020/11/de-forts-soupcons-continuent-de-peser-sur-le-porte-conteneurs-roseline-a/>

(6) Le 10 juin 2019, « le Courbet repère un cargo turc — le Cirkin — sous pavillon tanzanien. Depuis plusieurs mois, ce bateau est identifié par l'OMI (Organisation maritime internationale) comme un navire pratiquant la contrebande d'armes. (...) Le Marcom — qui commande la force de l'Otan — demande au Courbet de l'« interroger ». Deux frégates turques lance-missiles — Oruç Reis et Gökova —, qui pourtant participent à l'exercice de l'Otan s'interposent, engagent une manœuvre hostile. » <https://www.asafrance.fr/item/affaire-courbet-que-s-est-il-passe.html>

(7) Le terme « illumination » signifie que le Courbet « est électroniquement placé dans la ligne de mire permettant de déclencher des tirs de missiles ou tirs au canon. Autrement dit l'«illumination» correspond bel et bien à un “coup de semonce”, un “tir de sommation” avant le déclenchement d’une attaque effective, le Courbet étant parfaitement équipé pour détecter ce genre d’acte hostile, pour en collecter et en conserver les données techniques. » <https://www.asafrance.fr/item/affaire-courbet-que-s-est-il-passe.html>

(8) Claire Visier, « La Turquie : instrument de politisation, objet de politisation », *European Journal of Turkish Studies*, 9/2009, <https://ejts.revues.org/3709>

(9) Nora Seni, « À quoi sert la Turquie en Europe ? », *Hérodote*, no 164 (2017), pp.213-226.

(10) L'insistance du nouveau premier ministre qu'était en 2002 Recep Tayyip Erdogan à présider aux inaugurations des nouveaux musées privés d'art moderne et contemporain était un des témoignages de cette ouverture. Cf. Nora Seni, « Le mécène, un acteur méconnu de la ville. Istanbul à l'heure des musées privés », *Transcontinentales*, no 7, 2009, pp.105-128 et *Méditerranée*, revue géographique des pays méditerranéens, no 114, 2010.

(11) Créé en 1969 par Necmettin Erbakan, ancien premier ministre et fondateur de l'islamisme politique turc, Vision nationale est un mouvement islamiste et nationaliste. Il s'est développé au cours des décennies 1980 et 1990. C'est au sein de ce mouvement qu'est né le parti Refah où Recep Tayyip Erdogan fit ses classes et qui lui permit de devenir maire d'Istanbul. Le mouvement a prospéré en Europe où il s'appuie aujourd'hui sur un réseau de 600 mosquées, dont 71 en France. Pour l'idéologie de ce mouvement, voir : Nora Seni, « Rhétorique de l'islam politique » *La Turquie entre trois mondes*, ed. M. Bazin, S. Kançal, J. Thobie, L'Harmattan, 1998, pp. 435-440.

(12) Nora Seni, « La responsabilité des intellectuels laïques turcs », *Le Monde*, 11 juillet 1996 ; Ariane Bonzon, « En Turquie les intellectuels libéraux ont-ils joué les “idiots utiles” des islamistes ? », *Slate*, 24 janvier 2014.

(13) L'effroi, les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et de la destruction des Juifs d'Europe ne font pas partie de la cosmogonie des références qu'utilisent les intellectuels et les artistes. Le fait que la Turquie n'ait pas participé à cette guerre ne suffit pas à expliquer ce phénomène dans un pays où l'édition, la production littéraire et artistique sont riches et perméables aux influences étrangères, notamment française et américaine. Cf. Nora Seni, « A Breakdown of Memorial Processes in Turkey », *Bystanders, Rescuers or Perpetrators? The Neutral Countries and the Shoah*, ed. C. Guttstadt, Th. Lutz, B. Rother, Y. San Roman, Metropol Verlag & IHRA, Berlin, 2016, pp. 289-300.

(14) Nora Seni, « Polarisation d'une société en mutation culturelle », *Hérodote*, no 148, 2013, pp. 122-137 et « Les Arabes, les Turcs ; si loin, si proches », *Hérodote*, no 161-162, 2016, pp. 319-337.

(15) C'est parce qu'il découvre et révèle ce trafic secret que Can Dündar, directeur du quotidien Cumhuriyet, est emprisonné. Il échappe à une tentative d'assassinat et fuit le pays. Il vit aujourd'hui en exil en Allemagne.

(16) Marc Lowen, « Turkey EU : Merkel visit a gift to Erdogan but a little more », BBC, le 19 octobre 2015, <https://www.bbc.com/news/blogs-eu-34569620>

(17) Le Conseil des juges et des procureurs (HSK, Hakimler ve Savcilar Kurulu) est chargé de nommer et de destituer les membres du personnel judiciaire.

(18) 16 décembre 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=EAUm7-ouUdE>, traduit par l'auteure.

(19) Micheal Crowley, « Biden speaks to European allies while strongmen stay silent on US », The New York Times, 10 novembre 2020. <https://www.nytimes.com/2020/11/10/us/politics/biden-european-allies-foreign-policy.html>

(20) L'Iran est le deuxième fournisseur énergétique de la Turquie après la Russie. Afin de continuer à importer du pétrole et du gaz d'Iran malgré l'embargo, Ankara réglait ses factures en lingots d'or.

(21) « Dans ce rôle, M. Blinken a contribué à diriger la diplomatie américaine dans la lutte contre Daech (...). Avant cela, M. Blinken a été assistant du président et principal conseiller adjoint à la sécurité nationale du président Obama. Pendant le premier mandat de M. Obama, il a été conseiller à la sécurité nationale du vice-président Biden. M. Blinken a été directeur du personnel démocrate de la commission des relations étrangères du Sénat américain de 2002 à 2008. »

(22) Eric Edelman et Jake Sullivan, « Turkey is out of control. Time for US to say so », Politico, 13 février 2018, <https://www.politico.eu/article/turkey-is-out-of-control-time-for-the-us-to-say-so-erdogan-rex-tillerson-kurdish-manbij/>, traduit par l'auteure.

(23) Idem.

(24) Cengiz Candar, visio-conférence au CEFTUS (Center for Turkish Studies), Londres, 26 novembre 2020. <http://ceftus.org/2020/events/ceftus-online-talk-titled-bidens-us-and-erdogans-turkey-with-cengiz-candar-and-dr-ayse-zarakol-of-cambridge-university/>

(25) Idem.

(26) Agence Anatolie, novembre 2020. Ankara mise désormais sur le Qatar pour renflouer ses finances. Dans ce pays sunnite, le seul qui reste son allié, la Turquie dispose d'une base militaire depuis décembre 2019. Courant novembre 2020, le Qatar a fait l'acquisition de 10 % de la Bourse d'Istanbul. Lors de la visite du cheikh qatari Tamim bin Hamad al Tahani en novembre 2020, les chiffres des échanges entre les deux pays ont été présentés à la presse. Ils font état de 22 milliards de dollars d'investissements du Qatar en Turquie. L'investissement turc dans le secteur du bâtiment au Qatar s'élèverait à 18 milliards de dollars.

(27) De l'aveu même du président turc « l'enjeu est de mettre fin au traité de Lausanne ». https://www.econostrum.info/Grece-Chypre-et-Israel-deviennent-officiellement-partenaires-du-projet-de-gazoduc-EastMed_a26332.html

(28) Alican Tayla, « “Mavi Vatan” versus la “Profondeur stratégique” : une doctrine eurasiste pour remplacer une doctrine “néo-ottomaniste” ? ». Observatoireturquie.fr septembre 2020, https://observatoireturquie.fr/index.php/2020/10/06/mavi-vatan-versus-profondeur-strategique-une-doctrine-eurasiste-pour-remplacer-une-doctrine-neo-ottomaniste/#_ftn4

(29) Idem.

(30) « La division sultan Mourad composée majoritairement de Turkmènes, en première ligne des combats depuis le mois d'octobre, s'est ainsi non seulement vu proposer une prime pour rester sur place, mais également une assistance financière et logistique afin de permettre le rapatriement des familles des combattants, restées en Syrie. Plusieurs sources rapportent ainsi que le service d'Hakan Fidan (qui dirige le MIT) a ouvert un bureau de recrutement dans le canton d'Afrin, en Syrie, contrôlé par Ankara depuis janvier 2018 ». <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2020/12/02/le-mit-installe-ses-affides-syriens-dans-le-haut-karabakh,109624750-art>

(31) Nora Seni, « La nouvelle politique migratoire turque corollaire de l'invasion du nord syrien », in Observatoireturquie.fr. 8 octobre 2019, <https://observatoireturquie.fr/index.php/2019/10/08/la-nouvelle-politique-migratoire-turque-corollaire-de-linvasion-du-nord-syrien/>

(32) Jean-Pierre Stroobants, « À l'Otan, le testament de Mike Pompeo très hostile à la Turquie », lemonde.fr, 3 décembre 2020.

sommaire

BIÉLORUSSIE : LA PRÉSIDENTE

Entretien avec Svetlana Tikhanovskaïa par Natalia Routkevitch

ENJEUX ET DÉFIS DE LA CRISE BIÉLORUSSE_{par Olga Gille-Belova}

LA RUSSIE FINIRA-T-ELLE PAR LÂCHER LOUKACHENKO ?

Entretien avec Pavel Latushka par Galia Ackerman

LA FRANCE ET SES ARMÉES : REVUE DE DÉTAIL

Entretien avec François Lecointre par Isabelle Lasserre

EUROPE : OSER LA PUISSANCE

Entretien avec Clément Beaune par Isabelle Lasserre

L'UNION EUROPÉENNE, PROTECTRICE DES LIBERTÉS

Entretien avec Didier Reynders par Baudouin Bollaert

EUROPE DE LA DÉFENSE ET DÉFENSE DE L'EUROPE

Entretien avec Bernard Rogel par François Clemenceau

DE L'UTILITÉ DES CRISES

Entretien avec Bernard Cazeneuve par Bruno Tertrais

LE MOYEN-ORIENT À L'HEURE DES ACCORDS D'ABRAHAM

par Jean-Pierre Filiu

LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN AU RÉVÉLATEUR DU CORONAVIRUS

Entretien avec Micah Goodman par Myriam Danan

TURQUIE-EUROPE : LE PIÈGE DE L'APAISEMENT

par Nicolas Baverez

INQUIÉTANTE TURQUIE

par Nora Seni

ANKARA : L'ÉTAT DE DROIT SUSPENDU

par Guillaume Perrier

LA GRÈCE FACE AUX AMBITIONS TURQUES

Entretien avec Dora Bakoyannis par Alexia Kefalas

UKRAINE-RUSSIE : LE GO-BETWEEN

Entretien avec Viktor Medvedtchouk par Grégory Jullien

MOLDAVIE : LE LONG COMBAT CONTRE LA CORRUPTION

Entretien avec Maia Sandu par Sébastien Gobert

LE TRUMPISME EST-IL SOLUBLE DANS LA POLITIQUE AMÉRICAINE ?

par Marie-Cécile Naves

LE COMMERCE INTERNATIONAL DANS LA TOURMENTE

Entretien avec Isabelle Méjean par Frédéric de Monicault

LE JEU DANGEREUX DES GÉANTS DU NET

par Éric Mechoulan

Politique Internationale
11, rue du Bois de Boulogne F
75116 Paris
Tél. : +33 (0) 145 00 15 26
Fax : +33 (0) 145 00 16 87

[grands entretiens](#) [Les lauréats](#) [Ils nous lisent](#)

Copyright © 2021 - Politique Internationale - Tous droits réservés. - Réalisé
par [Kaizen Developments](#)